

Articulation sociale et effets paradoxaux de la télésurveillance

Par Aurélien Berthier*

L'installation des outils de télésurveillance dans les espaces publics – et dont les caméras représentent l'exemple le plus emblématique – a cru en même temps que le concept médiatico-politique de « l'insécurité » dans notre paysage mental. Les caméras suscitent des discours qui vont du refus pour les « antis » à l'adhésion enthousiaste pour les « pros ». Les premiers pointant les risques d'atteintes, ou les atteintes déjà avérées, aux libertés publiques, les seconds la nécessité de combattre une criminalité galopante désormais érigée en « première des libertés ». Au delà de ce débat, il est intéressant d'aborder certaines évolutions sociales qui ont rendu possible l'adoption croissante de ces moyens comme réponse à la criminalité et de mettre en perspective ce dispositif par les effets sociaux non-prévus qu'il peut provoquer.

DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE DE LA TRANSPARENCE

Plusieurs évolutions ont peu à peu rendu banale la présence de caméras et acceptable le processus de surveillance en continu des espaces publics. En premier lieu, la télévision parce qu'elle a d'une part multiplié les théâtres d'intervention des reportages où les caméras avaient le droit d'aller et qu'elle a d'autre part repoussé les frontières de ce qu'il est possible de filmer dans le cadre d'émissions de caméra cachée ou de télé-réalité. Ainsi on a abouti à l'idée qu'il est tolérable (voire désirable) de filmer tout et tout le temps. Les techniques, issues du monde militaire, qui

autorisent miniaturisation et prise de vue de nuit, ont encore accentué ce phénomène¹.

En s'installant directement dans le foyer, les webcams, de plus en plus intégrées aux ordinateurs et aux téléphones portables, ont quant à elles complètement banalisé la présence d'un dispositif de capture d'image chez soi ou sur soi. A tel point qu'aujourd'hui, certains fournisseurs proposent que celles-ci deviennent formellement une caméra de surveillance de son domicile².

L'ensemble des discours et dispositifs proposés façonne une vision du monde où il est de moins en moins un problème que l'intimité soit exposée au regard d'autrui. Un phénomène lent et profond d'habitation à ces outils s'est produit au cours des deux dernières décennies.

Parce que nous en sommes parfois les instigateurs (webcam) ou les spectateurs bienveillants (télévision), il est dès lors de moins en moins inconcevable que des caméras soient installées dans les espaces publics par les instances publiques ou privées.

Il ne s'agit là que de l'un des aspects d'un phénomène plus global, celui de la tendance à la transparence de nos sociétés. Une transparence que l'on exige pour soi et pour les autres. Une volonté de transparence qui pousse autant les citoyens à réclamer un accès à tous les faits et actes de leurs élus, les individus à s'afficher (se filmer) sur des sites de partages d'informations comme Facebook, à regarder avec délectation le spectacle d'un quotidien en cage (télé-réalité) que précisément à accepter la présence (et l'action) de caméras de surveillance à peu près partout.

LA MULTIPLICATION DES SCENES D'INSÉCURITÉ

Les caméras permettent de filmer dans le décor de la vie quotidienne (la rue, les transports en commun, les magasins) des scènes de crimes ou délits en train de se faire. Les images qu'elles fournissent peuvent être perçues comme un aveu d'échec. Elles montrent littéralement que la télésurveillance n'enraye pas les délits et les violences : ils ont lieu tout de même, même filmés, même *sous leurs yeux*. On assiste même au contraire à un effet paradoxal : c'est précisément le fait qu'il y a eu un crime capté par elles qui justifie leur présence et leur nécessité pour ainsi dire rétroactivement. Puisqu'il y a des caméras, on observe le crime. Puisqu'il y a crime, il faut des caméras.

Mieux, ces nombreuses images à sensation enregistrées par les caméras de vidéosurveillance se retrouvent bien souvent accessibles en quelques clics sur YouTube ou d'autres sites de partage en ligne de vidéo. Leur popularité se mesure en centaine de milliers de visionnages³.

Ces images entraînent une forte identification du spectateur à une victime « au

mauvais endroit, au mauvais moment ». La mauvaise qualité de la séquence (souvent en noir et blanc, flou ou pixellisé, sans son, avec peu d'images par seconde) donne à l'action l'aspect saccadé d'un vieux film d'animation et renforce cette part de projection.

La notion floue d'insécurité peut ainsi s'incarner dans des milliers de vidéos de quelques minutes. Des vidéos silencieuses qui constituent autant de petites scènes à l'esthétique plus ou moins *trash*, à l'action confuse, aux tenants et aboutissants évidemment évacués et dont le visionnage marque l'esprit. Il introduit le spectateur à un monde chaotique, instable, violent et dangereux où tout peut basculer à chaque instant.

D'autant que ces vidéos représentent la plupart du temps des violences impulsives (la violence la plus inquiétante à voir car souvent « gratuite ») alors qu'elle n'est pas celle qui se produit le plus. En effet, on sait que les caméras empêchent une partie des violences préméditées mais qu'elles ne peuvent rien contre les violences impulsives.

En permettant leur large diffusion, internet provoque un effet de loupe sur ces faits divers autrefois invisibles ou présentés en simples entrefilets dans la presse. D'autant que, par concurrence avec le net, la télévision hésite de moins en moins à diffuser ce genre d'image à des heures de grande écoute. A chaque rediffusion, c'est la violence qu'elles ont capturée qui est réitérée.

Or, plus on donne à voir ces « scènes d'insécurité » plus on fabrique une impression d'insécurité. Plus l'impression d'insécurité grandit et plus cela entraîne l'acceptation ou la demande d'outils de surveillance pour lutter contre elle et partant l'installation de caméras. À leur tour, ces nouvelles caméras capteront toujours plus de scènes de violence urbaine, violence qu'elles donneront à voir etc.

Bref, on pourrait presque penser que les caméras ne luttent pas contre le sentiment d'insécurité mais qu'au contraire, elles ne font que le renforcer.

LA SOLITUDE DES GRANDES VILLES

Deux grandes tendances ressortent de ces vidéos, elles s'opposent en apparence mais se rejoignent sur le terrain de l'imaginaire de la solitude des grandes villes.

Pour une partie de ces vidéos, la scène d'agression survient alors que des passants sont alentours. Peu voire aucun de ces passants ne réagissent et la victime est souvent livrée à elle-même. Cette impression est renforcée par une forte propension à l'absence d'action des forces de l'ordre, rarement montrée par ceux qui diffusent ou montent ces images. Ce qui ne signifie évidemment pas que la police n'intervient jamais, son action est juste rarement présentée⁴.

L'apathie sociale des témoins d'une agression n'est pas un phénomène nouveau, mais le voir et le revoir renvoie le spectateur à ses propres peurs ou lâchetés ce qui renforce l'effet d'étrangeté et de malaise procuré par ces vidéos (d'autant que nous sommes pour ainsi dire placés dans une situation proche, celle d'un spectateur impuissant). Les témoins de violence sont en effet généralement pris entre terreur (paralysie), inconscience de l'action en cours (s'agit-il d'une agression, d'une bagarre, d'un simple chahut ou encore d'une blague ?) ou bien souvent conviction que quelqu'un finira par s'en occuper. Ce dernier, l'« Effet du témoin » est bien connu des psychosociologues⁵ : plus il y a de personnes témoins d'une urgence, plus la responsabilité se diffuse sur l'ensemble des gens présent, et moins il est probable que quelqu'un intervienne. Il est précisément renforcé par la présence... des caméras de surveillance qui laissent à penser que les autorités, à l'affût devant leur moniteur de contrôle, vont intervenir.

Pour une autre partie de ces vidéos, la scène d'agression survient au contraire dans une absence totale d'autres humains, dans de longs couloirs vides, des rues désertes ou autres non-lieux de notre modernité. Cela renvoi ici à des problématiques plus socioéconomiques. La mise en place de réseau de caméras de surveillance a en effet pris place dans un mouvement de « rationalisation » des espaces et de machinisation des services.

Beaucoup de postes ont été remplacés par des automates (couloirs de métro, agences bancaires...). L'installation de caméras a spécialisé et surtout mis à distance les personnes chargées de s'assurer du maintien de l'ordre d'un espace donné (c'est le sens littéral de la télé-surveillance). La part de la surveillance, formelle ou informelle, auparavant effectuée par des individus (qu'ils fussent dédiés ou non à cette tâche) a fortement diminué. Ainsi en est-il par exemple du vendeur de ticket qui n'était pas censé participer à la surveillance des couloirs mais dont la présence pouvait rassurer les voyageurs sans s'imposer comme une force d'autorité menaçante.

Cela a vraisemblablement eu un effet important sur « l'ambiance » des lieux ainsi « modernisés ». Car on peut penser que la disparition de la présence humaine permanente (guichetier dans le métro ou dans les agences de banque) entraîne une plus grande vulnérabilité morale des individus qui fréquentent ces lieux ou un plus grand sentiment de peur de la survenue de crimes que ne comble pas ou partiellement la présence de caméras.

UN EFFET DE RENFORCEMENT

Au-delà de la question de l'efficacité avérée ou fantasmée des caméras (qui reste difficile à évaluer⁶), une question naïve vient assez rapidement à l'esprit : si les caméras sont efficaces, pourquoi, la criminalité n'a-t-elle pas diminué drastiquement au fur et à mesure de leur installation ?

Pour certains, comme Jean-Pierre Dubois, c'est parce que les criminels se sont déjà adaptés : les caméras « incitent seulement l'agresseur hors du champ de la caméra »⁷. Elles tendraient alors à rendre la vie plus difficile à celui qui n'a rien à se reprocher tandis que celui qui veut pérenniser son action, criminelle, continuera de ruser, dans le cadre d'un jeu du chat et de la souris avec les autorités.

En fait, pour les tenants du tout-caméra, tout se passe comme s'il importait peu que les

caméras fonctionnent ou non. Dans le discours sécuritaristes, on laisse ainsi souvent penser qu'avant l'installation des caméras, la criminalité s'exprimait sans entraves. Si d'aventure leur présence n'avait pas ou peu d'effets sur la criminalité, c'est que ces caméras ne sont pas assez nombreuses, pas assez au point ou pas assez discrètes. Il faut, semblent en conclure les autorités publiques, en installer encore plus, des modèles plus performants et masquer leur présence au public.

Là réside l'effet de renforcement de ces dispositifs : plus une collectivité installe de systèmes techniques de surveillance, plus elle leur fait confiance pour assurer sa sécurité (au détriment d'autres solutions). Et mieux, en cas d'échec, et même parfois à cause de leur inefficacité, elle risque de réclamer l'accentuation de leur déploiement plutôt que de se tourner vers d'autres modalités d'action pourtant existantes.

LES CAMERAS COMME SOLUTION UNIQUE

Criminalité et délinquance sont des phénomènes complexes aux causes politiques, sociales et économiques imbriquées. Face à elles, les autorités publiques sont souvent tentées d'y répondre par un moyen technologique. Et pour cause, il constitue l'une des réponses les plus rapides à mettre en place et les plus ostentatoires auprès d'une population supposément « à rassurer ». Les polémiques éventuelles qu'elles suscitent étant rapidement abrégées au nom de l'argument paralysant la critique suivant lequel « les gens qui n'ont rien à se reprocher n'ont rien à en craindre ». La télésurveillance est le plus souvent légitimée et revendiquée par les discours politiques et par les pouvoirs publics et devient de mieux en mieux acceptée par la population.

Or, la technologie appelle à toujours plus de technologie. Elle obère des autres méthodes de maintien de l'ordre public et amplifie un peu plus à chaque fois l'idée que c'est sur le contrôle, la surveillance et la gestion

des désordres qu'il s'agit de jouer plutôt que sur les causes de la criminalité ou sa prévention. En captant la criminalité, les caméras sont justifiées dans leur rôle sans pour autant passer pour inutiles. En permettant la diffusion populaire (notamment via internet), les caméras renforcent l'ambiance d'insécurité en donnant à voir des « scènes d'insécurité » autrefois invisibles. Ceci renforce un phénomène de moindre tolérance vis-à-vis de la criminalité qui suit une tendance où l'on accepte de moins en moins l'idée qu'il puisse exister des risques.

**L'auteur : Aurélien Berthier, Chargé de recherches à Présence et Action Culturelles.*

¹ On peut même imaginer que l'usage médical des caméras endoscopiques participe à ce mouvement de banalisation.

² Le fournisseur d'accès français Darty propose ainsi une caméra wifi qui « possède une fonction de détection de mouvements couplée à un service gratuit et illimité d'alertes emails comprenant une capture photo de l'évènement ayant déclenché cette alerte » que l'on pourra consulter directement sur son smartphone. « Darty propose gratuitement la vidéo surveillance à ses clients », Article de Nil Sanyas du 19/04/2010 sur PC INpact <http://www.pcinpact.com/actu/news/56450-dartybox-video-surveillance-acces-distance.htm>

³ Le texte qui suit est basé sur le visionnage de nombreuses séquences sur YouTube et Dailymotion suivant les termes de recherche « faits divers », « agressions », et « caméras de surveillance ».

⁴ La police n'apparaît la plupart du temps que dans les vidéos de cas avérés de bavures policières. On navigue donc entre absence (renforçant le stéréotype de la police inactive et inefficace) et violence (ce qui renforce le stéréotype de la police « ripou », plus dangereuse encore que les criminels).

⁵ cf Expérience de Darley et Latané – 1964

⁶ Sur ces questions, voir Julien Pieret, « La caméra de surveillance : entre fascination politique et déceptions pratiques » in *Les Cahiers de l'Education permanente N°36 (In)sécurités*, 2010, PAC éditions.

⁷ http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/societe/20091217.OBS0978/dix_ans_de_recul_des_libertes_au_nom_de_la_securite.html